

RETRAITES, EMPLOI, SALAIRES, FRET ET SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE

Gouvernement et Direction SNCF sont sourds, IL FAUT HAUSSER LE TON ET AGIR PLUS FORT !



Les tentatives gouvernementales visant à détourner l'attention des citoyens Français et à les démobiliser sont déplorables et inefficaces. Brice HORTEFEUX s'agite et fait planer la peur des attentats terroristes. Luc CHATEL arpente les médias pour tenter, en vain, de démontrer que la mobilisation s'affaiblit. Le Président de la République, qui perd chaque jour des points de popularité, déserte la scène publique.

Après le 24 juin, les 07 et 23 septembre mais aussi le 29 septembre à Bruxelles, plus de 200 manifestations réparties sur tout le territoire Français ont réuni 3 millions de personnes dans les rues le 02 octobre dernier. La volonté de se battre pour une autre réforme juste et solidaire, dont le financement serait basé sur une répartition équitable des richesses, s'installe avec détermination dans le pays.

Le déni de démocratie et l'attitude anticonstitutionnelle du Président de l'Assemblée Nationale ont démontré la faiblesse du Gouvernement et des Parlementaires, qui ont voté cette loi inique.

Le débat au Sénat, qui a débuté le 05 octobre, doit être mis sous la vigilance et la pression des salariés.

Nicolas Sarkozy et son Gouvernement s'effondrent dans les sondages. Même certains médias, jusqu'ici à leur botte, se désolidarisent d'eux et ne parviennent plus à relayer de fausses informations sur les chiffres de manifestants. Soutenue par 71% de l'opinion publique, cette journée du 02 octobre a été à nouveau une formidable démonstration de l'enracinement du mouvement social. Le projet gouvernemental de réforme des retraites rassemble contre lui les salariés, les jeunes, les retraités dans une mobilisation massive.

A l'instar du Gouvernement, la Direction de la SNCF n'a à ce jour apporté aucune réponse aux exigences exprimées par les cheminots et relayées par l'ensemble des Organisations Syndicales représentatives.

La baisse de la qualité de la production, la recrudescence d'incidents et d'accidents, la dégradation des conditions de travail, les postes non tenus deviennent le quotidien des cheminots. La Direction doit ouvrir de véritables négociations pour créer les conditions d'une évaluation concrète des besoins en terme d'emploi.

L'augmentation des prix pour les produits de la vie courante et de première nécessité altère profondément le pouvoir d'achat des cheminots actifs et retraités. Face à cette réalité, la Direction de la SNCF doit ouvrir d'urgence des négociations salariales et respecter ses engagements concernant les ex-apprentis et ex-élèves.

Comme les cheminots, les acteurs de la vie citoyenne, associations et formations politiques, sont tous les jours plus nombreux à dénoncer la stratégie industrielle menée au Fret. Pour autant, le Directeur de Fret SNCF reste campé sur ses positions aux conséquences désastreuses. L'abandon du wagon isolé, la fermeture de la majorité des infrastructures dédiées au Fret et notamment les triages par gravité, doivent faire l'objet d'un débat public national. Les décisions à prendre sur cette question d'intérêt général n'appartiennent pas au patron de Géodis, au contraire, elles s'inscrivent dans un choix de société définissant le rôle et les missions de la SNCF, entreprise publique de service public.

A la demande croissante de transports publics accessibles à tous dans le cadre d'une politique juste et équitable pour l'ensemble de la population, la Direction de la SNCF répond :

- Déréglementation et augmentation tarifaire avec inégalité d'accès pour les trains grandes lignes ;
- Chantage au financement et abandon de l'aménagement du territoire pour les trains Corail ;
- Ouverture à la concurrence au détriment de la qualité, de la sécurité et des conditions sociales des salariés pour les trains régionaux ;
- Sous-traitance, baisse du niveau de sécurité et de la qualité du réseau ferré concernant la maintenance et la régénération de l'infrastructure, dégradation des conditions de travail et de sécurité pour les cheminots de l'équipement.

La Direction doit changer sa politique qui casse le service public ferroviaire avec les valeurs sociétales qu'il porte et installe la régression sociale pour les cheminots.

Face à ce Gouvernement qui s'arc-boute sur un projet largement rejeté, le mouvement social s'inscrit dans une autre dynamique et une nouvelle dimension.

Face à cette Direction de la SNCF qui refuse délibérément de prendre en considération les légitimes revendications, la mobilisation des cheminots s'intensifie et trouve son ancrage au cœur de l'entreprise.

La Fédération CGT, conformément aux engagements qu'elle a pris avec les cheminots, les appelle résolument à s'inscrire massivement dans la journée de grèves et de manifestations du 12 octobre 2010.

Le cadre unitaire au niveau interprofessionnel, comme au sein de l'entreprise, justifie la décision de la Fédération CGT des cheminots de déposer un préavis de grève reconductible par période de 24 h permettant aux cheminots de se réunir en Assemblées Générales représentatives dès le 13 octobre au matin, pour débattre et décider de manière démocratique et responsable des suites à donner à cette action.

Les cheminots doivent, dès le 12 octobre 2010, élever le rapport de forces et montrer au Gouvernement comme à la Direction de la SNCF notre volonté de gagner.

L'avenir du Service Public Ferroviaire et notamment celui du Fret, l'emploi et les salaires constituent le socle de notre régime spécial de retraite et garantissent sa pérennité.

Notre combat est juste

**AVEC LA CGT, ENSEMBLE, UNIS
ET DETERMINES,
NOUS ALLONS GAGNER**